

505 LH 266 / 17

6112-5

(1945)

A

Reprise du service des titres des emprunts  
émis à l'étranger

Lettre S.N.C.F. au M. Fin.	7. 3.45
Dépêche du M. des F <sup>2</sup> à SNCF	30. 5.45
Lettre SNCF au MTP	20. 6.45

Reprise du service des titres des emprunts émis à l'étranger.-

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration  
-----

Paris, le 20 juin 1945

Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances  
-----

C O P I E

D. 612 - 27

Monsieur le Ministre,

Suivant renseignements qui nous ont été répercutés par les soins de vos Services, la mission de fonctionnaires de la S.N.C.F. présentement à Londres, à l'effet de négocier les conditions de reprise du service de nos emprunts sterling, estime que les négociations sont, dès maintenant, suffisamment avancées pour permettre d'envisager, à bref délai, l'exécution d'achats en Bourse d'obligations P.O. et Midi 4 % destinées à couvrir les échéances arriérées d'amortissement desdits emprunts.

Ces achats commenceront, en fait, dès que, l'accord avec les Banquiers chargés du service ayant été réalisé sur tous les points en discussion, un communiqué annonçant les conditions de la reprise du service aura paru dans la Presse britannique.

En vue d'éviter tout retard dans le commencement des achats en cause, retard qui risquerait d'être préjudiciable aux intérêts nationaux, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir donner les instructions utiles à l'Office des Changes pour qu'il autorise un versement de £.100.000 à M.M. MORGAN-GRENFELL and Co à Londres, à valoir sur un total de £ 371.962 auquel s'élève le montant des échéances d'amortissement arriérées de nos emprunts P.O. et Midi 4 % sterling.

L'opération sera présentée à l'Office des Changes par la Banque de France, en sa qualité d'intermédiaire agréé, et que nous avisons en conséquence.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de nos sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.



6112-5

MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE  
ET DES FINANCES

-----  
Direction du Trésor  
-----

6° Bureau B

Paris, le 30 mai 1945

Opération du Trésor à l'Etranger  
-----

PO/YR n° 13.915

C O P I E

OBJET : Reprise du service des emprunts émis ou  
garantis par l'Etat en Suisse.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de reprendre le service en Suisse des emprunts émis ou garantis par l'Etat, service qui avait dû être interrompu en décembre 1942.

La reprise de ce service s'effectuera dans les conditions suivantes :

1°- Détermination des porteurs bénéficiaires de la reprise  
du service.

Ainsi qu'il a été pratiqué au cours de la période 1940 à 1942, le Service des emprunts ne devra être assuré par les banques qui en sont normalement chargées qu'au profit des porteurs munis d'un affidavit de propriété attestant leur qualité de résident suisse (au sens de la réglementation en vigueur pour le contrôle des changes) et certifiant que les titres n'ont pas cessé d'être la propriété d'un résident suisse depuis la date de reprise du service de l'emprunt. Il va de soi que les personnes ennemies au sens de la réglementation française sur le commerce avec l'ennemi, même résidant en Suisse, seraient exclues du bénéfice de la mesure. Les titres devront donc être munis d'un certificat de propriété non ennemie.

Pour les résidents dans des pays étrangers autres que la Suisse, ils seront l'objet, s'il y a lieu, de décisions individuelles de la part de mon Département auquel il y aura lieu d'en référer dans chaque cas. Il en sera de même pour les titres appartenant à des porteurs résident en Suisse qui ne bénéficient pas de l'affidavit de chaîne visé ci-dessus.

Quant aux résidents français, pour lesquels le service des emprunts en question n'a pas été suspendu, ils continueraient à être réglés en francs par l'application de l'article 9 de la loi du 8 février 1941.

.....

Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

2°- Règlement des arriérés

a) Intérêts.

Les intérêts arriérés seront mis en paiement en même temps que la première échéance courante. Le paiement des intérêts n'aura lieu que sur présentation du titre.

b) Amortissements.

Il n'y aura pas lieu de verser des intérêts de retard aux porteurs de titres amortis à la suite de tirages au sort et non encore remboursés.

En conséquence, ces titres cesseront de porter intérêt à compter de l'échéance d'amortissement ; ils seront immédiatement remboursés, et le montant des coupons échus sera payé en même temps aux porteurs.

L'emprunt Alsace-Lorraine 4 % 1931 comportant une échéance le 1er juin de chaque année, le service en sera repris à la date du 1er juin 1945. Par analogie, le service de l'emprunt Midi 4 % 1930 sera repris le 1er août 1945.

Le service de ces emprunts (intérêts et amortissements) sera effectué en Suisse en francs suisses sur la base du cours officiel vendeur pratiqué par la Banque de France, au jour de l'échéance, soit pour l'échéance du 1er juin 1945, sur la base de F.S. I = F.F. 11,56. Toutefois, les intérêts et les amortissements arriérés seront également réglés sur cette base.

Vous voudrez donc bien donner, dès maintenant, au Crédit Suisse, chargé du service en Suisse de l'emprunt Alsace-Lorraine 4 % 1931, toutes instructions utiles pour la reprise du service (intérêts et amortissements arriérés et échéance du 1er juin 1945), suivant les directives générales indiquées ci-dessus.

Ces instructions devront m'être adressées (Direction du Trésor - 6ème Bureau) aussi rapidement que possible et seront transmises au Crédit Suisse par l'intermédiaire de notre Attaché Financier en Suisse chargé, d'une manière générale, de suivre sur place cette question.

Vous voudrez bien me faire parvenir également en temps voulu avant la date du 1er août les instructions analogues en ce qui concerne l'emprunt 4 % Midi 1930, afin que je les achemine dans les mêmes conditions.

D'après les renseignements qui m'ont été communiqués par les banquiers suisses, les sommes nécessaires à la reprise du service de ces emprunts en Suisse sont les suivantes :

.....



Emprunt Alsace-Lorraine 4 % 1931 -

1°- intérêts arriérés.....	F.S.	1.155.000
2°- amortissements arriérés.....	F.S.	210.000
3°- échéance du 1er juin 1945		
intérêts.....	F.S.	230.000
amortissement (provision pour rachats en bourse).....	F.S.	100.000
	F.S.	1.695.000

Emprunt Midi 4 % 1930 -

1°- intérêts arriérés.....	F.S.	296.000
2°- amortissements arriérés.....	F.S.	64.000
3°- échéance du 1er août 1945		
intérêts.....	F.S.	75.000
amortissement.....	F.S.	18.000
	F.S.	453.000

Ces sommes ne constituent qu'une provision ; elles doivent être majorées des commissions normalement dues aux banquiers.

Compte tenu du montant de ces commissions et de la nécessité de mettre à la disposition des banquiers des provisions suffisantes pour leur permettre d'assurer le service des titres qui pourraient être nouvellement munis d'affidavits, je prends toutes dispositions utiles pour faire verser au Crédit Suisse une somme de F.S. : 1.800.000 pour reprendre, à compter du 1er juin, le service de l'emprunt Alsace-Lorraine 4 % 1931.

En ce qui concerne l'emprunt Midi 4 % 1930, les sommes à verser au Crédit Suisse pourraient être fixées à F.S. : 550.000 et seront également transférées par mes soins en temps voulu.

En conséquence, je ferai débiter votre compte courant à l'Agence Comptable Centrale du Trésor de la contrevaletur de ces sommes sur la base de F.S. I = F.F. 11,56.

Je vous signale , toutefois, que, pour des raisons matérielles, la reprise du service de l'emprunt Alsace-Lorraine 4 % 1931 ne sera pas, en fait, assuré dès le 1er juin, mais avec quelques jours de retard. Toute publicité sera faite en temps voulu dans la presse suisse à ce sujet par les soins de notre Attaché Financier et sur mes instructions.

.....

J'ajoute, enfin, qu'un texte général concernant la prescription est actuellement en cours d'étude, et que des instructions seront communiquées à ce sujet en temps voulu pour l'ensemble des emprunts par notre Attaché Financier aux Banquiers suisses.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

P. le Ministre et par autorisation,  
Le Directeur du Trésor,  
p. le Directeur,  
Le Directeur adjoint,

Signature.

S.N.C.F.

Fin. 3160 A

6112-5

Le Président du  
Conseil d'Administration

Service de la  
Comptabilité Générale  
et des Finances

RÉFÉRENCE A RAPPELER:

F. N° 5626

La S.N.C.F. est actuellement débitrice de 7 emprunts émis à l'étranger par les anciens Réseaux, qui sont les suivants :

D. 612/84

- Emprunt Nord 6 %	1922 en livres sterling, émis en Angleterre	
- - P.O. 4 %	1935	-d°-
- - Midi 4 %	1935	-d°-
- - A.L. 4 %	1931 en francs français, émis en Suisse	-d°-
- - Midi 4 %	1930	-d°-
- - P.O. 6 %	1921	-d°- émis aux U.S.A.
- - Midi 4 %	1930	-d°-

Le service de ces emprunts est contractuellement assuré par des banques étrangères auxquelles sont versées, lors de chaque échéance, les provisions correspondant aux sommes dues aux porteurs de titres, majorées de la commission stipulée au profit des banquiers.

Par suite des circonstances, le service de ces emprunts a dû être interrompu aux dates ci-après :

1°) Emprunts en Angleterre

Les dernières provisions versées aux banques anglaises ont été celles correspondant aux échéances du premier semestre 1940.

2°) Emprunts en Suisse

Les dernières provisions intégralement versées aux banques suisses ont été celles correspondant aux échéances du premier semestre 1940.

Des provisions partielles correspondant aux besoins de paiement des banques étrangères ont été versées sur les échéances du 1<sup>er</sup> août 1940 au 1<sup>er</sup> août 1942 inclus. Tous versements ont été suspendus depuis la date du 1<sup>er</sup> décembre 1942.

Monsieur le Ministre des Finances  
Direction du Trésor

Proposé, le 27 FEV. 1945  
d'accord avec le Service du Contentieux  
Le Chef du Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances,  
Signé: C. Gabriel THOMAS

Paris, le 7 mars 1945

Monsieur le Ministre,



### 32) Emprunts aux U.S.A.

Les contrats relatifs à ces emprunts prévoient que les provisions seront versées à la Banque MORGAN et C<sup>ie</sup> à Paris, celle-ci faisant son affaire du transfert des sommes correspondantes à J.P. MORGAN à New-York. Nous avons en fait toujours intégralement versé à la Banque MORGAN et C<sup>ie</sup>, à bonne date, les provisions d'échéances. Jusqu'à fin 1942, cette Société avait pu obtenir du Trésor le transfert de ces provisions en dollars au compte de la Banque J.P. MORGAN à New-York chargée du service de l'emprunt. Depuis novembre 1942, ce transfert n'a pu être obtenu et le service des emprunts a cessé en Amérique.

Avant même d'examiner, en liaison avec vos Services, les différentes questions que posera la reprise du service de ces emprunts, notamment du fait de l'ouverture extra-contractuelle de guichets de paiement en France, nous croyons devoir vous saisir, sans plus attendre, de la question de principe ci-dessous exposée.

En exécution de la clause d'amortissement que comportent nos emprunts, les tirages utiles ont été effectués dans la mesure où nous avons été à même d'y procéder ou d'y faire procéder. Tel a été le cas des emprunts en Suisse et aux Etats-Unis et d'un des emprunts en Angleterre.

Pour les deux autres emprunts en Angleterre au contraire, les tirages devaient être effectués par les banques étrangères chargées du service des emprunts, et nous leur faisons demander si elles y ont ou non procédé.

Quoi qu'il en soit, même dans les cas où les tirages ont eu lieu, les porteurs de titres amortis résidant à l'étranger ou dont les titres se trouvaient à l'étranger ont été dans l'impossibilité matérielle de percevoir les sommes qui leur étaient dues depuis l'interruption du service.

Afin de prévenir une réclamation de ces porteurs à notre encontre, nous serions d'avis de poursuivre le service des intérêts sur tous les titres circulant à l'étranger jusqu'à la date où il sera donné effet aux échéances d'amortissement contractuelles survenues depuis la suspension des paiements.

Cette attitude nous paraît d'ailleurs être la seule de nature à ménager le crédit de la S.N.C.F. et, par voie de conséquence, celui de l'Etat lui-même.

La charge en résultant, qui s'élèverait, pour les 7 emprunts en cause, à environ 40 millions de francs, serait imputée à l'exercice au cours duquel sera réalisée la reprise du service en addition de la charge normale des emprunts correspondants pour le dit exercice.

En ce qui concerne les emprunts américains, le versement des provisions en France par la S.N.C.F., conformément au contrat

d'émission, pourrait constituer un argument pour éluder cette charge supplémentaire. Je serais cependant d'avis de l'appliquer également dans ce cas puisque la situation des porteurs s'est trouvée la même et qu'on ne saurait imputer à la banque détentrice des provisions en France la responsabilité du retard qu'aura subi le transfert des fonds en dollars. Nous demanderons à cette banque qu'elle nous tienne compte, sous une forme à définir, des intérêts de placement de fonds retirés par elle.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître si vous partagez notre manière de voir sur la question ci-dessus évoquée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration,

*J. Fournier*